

PROJET D'AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE DE LA RESILIENCE ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE ET DE L'AGRICULTURE DURABLE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAGR-SANAD)

Assistance Technique au PAGR-SANAD

EuropeAid/139135/DH/SER/BF

NOTE CONCEPTUELLE DE BONNES PRTIQUES SUR LA NUTRITION

ELABORE PAR : DR THIAM ISMAELA



Ce projet est financé
par l'Union Européenne



Un projet mis en œuvre par
AGRER-Quarein

Table des matières

I.	LE CONTEXTE.....	3
II.	JUSTIFICATION	5
2.1	La capitalisation : Eléments de contenu	6
2.2	Les Bonnes Pratiques : concepts et expériences	7
III.	Approche et processus de PAGR SANAD pour la capitalisation des Bonnes Pratiques de promotion et de prise en compte de la nutrition dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience (SANURE)	8

I. LE CONTEXTE

La lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, reste une préoccupation dans la sous-région Ouest Africaine et le Sahel, pour des causes multifactorielles et multidimensionnelles. C'est dans ce contexte, que le projet PAGR SANAD, **dans sa** composante trois (3), il est envisagé d'appuyer l'intégration effective de la Nutrition dans les politiques et programmes agricoles et de sécurité alimentaire, au niveau régional et au niveau national, incluant la prise en compte des bonnes pratiques nutritionnelles et d'alimentation, dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel » ; il est envisagé aussi spécifiquement, « d'accompagner la région à la capitalisation de bonnes pratiques de promotion et d'intégration de la nutrition »¹.

Par ailleurs, ce projet selon (1), contribue aussi à la mise en œuvre de :

a) La Politique agricole commune (ECOWAP) qui a pour objectif stratégique de « Contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté dans les États membres, ainsi que des inégalités entre les territoires, zones et pays ».

Les actions clés à prendre en compte dans le cadre du PAGR SANAD concernent entre autres :

Le renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre et de leurs partenaires.

L'appui au suivi évaluation et à la capitalisation.

L'appui à la mise en cohérence avec les autres politiques sous régionales et nationales.

Appui à la prise en compte de l'inter-sectorialité de la politique et de ses principes

b) la Politique agricole de l'Union (PAU) de l'UEMOA : qui vise à « Contribuer durablement à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social des États Membres (EM) et à la réduction de la pauvreté en milieu rural. »

Le PAGR SANAD, prend en considération dans sa mise en œuvre de ce programme, les aspects suivants :

L'appui à la prise en compte de l'inter-sectorialité de la politique et de ses principes.

L'appui à la mise en œuvre des outils d'opérationnalisation et de mise en œuvre de la politique.

Le renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre et de leurs partenaires.

L'appui au suivi évaluation et à la capitalisation

c) le Cadre stratégique de sécurité alimentaire (CSSA) du CILSS qui s'investit pour « Assurer l'accès de tous les Sahéliens, à tout moment, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active à travers son plan de travail 2014-2019.

La composante prise en compte par le PAGR SANAD comporte :

¹ Méthodologie pour l'Assistance technique au PAGR-SANAD. Annexe III : Organisation et Méthodologie Activités et tâches par résultats. Inputs/Outputs. Pp 59.

L'appui et accompagnement du renforcement des capacités institutionnelles et techniques de l'institution en autres.

A réfléchir par analyse de discours et de contenu, certains concepts et propositions à travers « appui et soutien... » rend difficile toute matérialisation concrète de ces éléments de contenus leur opérabilité technique, scientifique et sociales.

Par ailleurs, les données sur la situation nutritionnelle fournies par le rapport (UNICEF, OMS, BM 2020)² montrent des progressions lentes et inquiétantes, pour réduire la malnutrition chronique de moitié en 2030, de même, les progrès actuels montrent qu'il sera difficile d'atteindre l'objectif de l'Assemblée Mondiale de la Santé, pour une réduction de 30 % de la prévalence des nourrissons de faible poids à la naissance d'ici 2030. On sait que le petit poids de naissance, expose à l'évolution trans-générationnelle de la malnutrition, et a la survenue d'obésité à l'âge adulte.

Entre 2004 et 2012, la région a enregistré quatre crises alimentaires et nutritionnelles sévères (2005, 2008, 2010 et 2012) qui ont fortement détérioré les moyens d'existence de nombreux ménages, tant en milieu rural qu'urbain.

En 2017, selon les analyses du RPCA, près de 13.8 millions de personnes sont dans le besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle, dont de 1,6 millions en situation d'urgence. La malnutrition, est devenue un triple fardeau à cause de ses formes carencielles (protéines, énergie. Micro nutriments) et d'excès (obésité) dans les pays de niveau socioéconomique similaire au notre, en plus des effets conjugués du changement climatique considéré comme une pandémie, en raison de ses effets néfastes sur la santé humaine. Le changement climatique, de par ses connections avec l'agriculture, les systèmes alimentaires et la nutrition³ constituent un problème majeur actuel et futur, pour les pays du Sahel et de la CEDEAO

La crise sanitaire récente liée au COVID 19, exacerbe l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, avec comme conséquences la baisse des mouvements de biens/personnes, l'augmentation des prix des denrées du fait des changements dans les mécanismes d'échanges, ralentissement significatif de nos économies déjà fragiles...

Ainsi, dans un contexte socioéconomique précaire, nos pays font face à une croissance démographique mal maîtrisée, à cause de la transition démographique, facilitée par une transition épidémiologique, en plus, d'une transition nutritionnelle/alimentaire, qui sont à la base des de l'accroissement fulgurant des maladies chroniques liées à l'alimentation (obésité, diabète, maladies cardiovasculaires...), cette pandémie constitue enfin, est une menace sérieuse pour l'atteinte des ODD⁴

Au vu de toutes ces considérations, les programmes visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, doivent s'inscrire dans une approche intersectorielle et inter disciplinaire, avec la mise en œuvre, davantage d'interventions sensibles à la nutrition, tout en renforçant les interventions spécifiques. Cette collaboration intersectorielle reconnue indispensable, dans la mesure où investir dans la nutrition est essentiel pour la santé et le développement économique et doit être un effort collectif de tous les partenaires⁵, elle reste toujours un défi dans sa réalisation, dans nos pays.

² United Nations Children's Fund (UNICEF), World Health Organization, International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank. Levels and trends in child malnutrition: Key Findings of the 2020 Edition of the Joint Child Malnutrition Estimates. Geneva: World Health Organization.

³ Jessica Fanzo, Claire Davis, Rebecca McLaren, Jewel Choufani. The effect of climate change across food systems: Implications for nutrition outcomes Global Food Security (18); 2018 12-19

⁴ Robin Naidoo & Brendan Fisher Sustainable Development Goals: pandemic reset, Nature Vol 583. 9 July 2020

⁵ Dr. Jack Clift, PhD on behalf of Mary D'Alimonte, Kyle Borces, Augustin Flory Financing to Meet the World Health Assembly Targets for Nutrition: Progress and Challenges. FANUS August 27, 2019

En Afrique de l'Ouest et le Sahel, Il existe toute une panoplie d'initiatives d'intégration de la nutrition dans les politiques et programmes de développement, particulièrement, à travers l'agriculture, le développement/protection sociale, l'eau/l'assainissement, la santé...avec souvent une volonté politique affirmée, souvent contrainte à des problèmes de ressources financières, de manque ou d'insuffisances de capacités et compétences en ressources humaines, d'infrastructures physiques...malheureusement. Il faut cependant reconnaître que, de plus en plus d'efforts sont consentis dans certains pays, au plan institutionnel, stratégique et/ou programmatique, davantage des soutiens du secteur privé, de financements innovants par des institutions multilatérales et bilatérales et des organisations sous régionales de développement (voir plus haut).

Au demeurant, la pauvreté dans nos pays, reste un cercle vicieux avec la faim et la malnutrition, la mondialisation des systèmes alimentaires à la base de l'accroissement exponentielle des déterminants maladies chroniques et la sous nutrition quelque soient ses formes.

Notre réflexion suggère que le véritable problème, n'est pas la malnutrition, mais la faillite dans la prise en compte, de manière efficace, ses déterminants appelés « les causes sous-jacentes, et les causes fondamentales », à cause de manque de redevabilité, de gouvernance, injustice sociale⁶ entre autres facteurs.

C'est dans cet optique que nous allons de documenter, l'essence des réussites, des échecs comme des opportunités, dans une perspective d'échanges, de réplication, pour pouvoir contribuer à l'optimisation des ressources, à la qualité, à l'efficacité des interventions futures, sur la SANURE – Sécurité alimentaire-Nutrition-Résilience, en prenant en compte la question de gouvernance.

II. JUSTIFICATION

Face aux défis alimentaires et nutritionnels, des politiques et stratégies ainsi que des programmes et de projets, ont été formulés et mis en œuvre ces 15 dernières années, mais les résultats restent très en deçà des attentes, selon la dernière évaluation de l'ECOWAS Agricultural Policy (l'ECOWAP+IO).

Sur le plan des politiques régionales, si les enjeux de l'accroissement de la production sont bien appréhendés (et principalement pris en compte à travers l'ECOWAP et la PA, des efforts importants restent à accomplir pour relever les défis d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) durable en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle persistante, a mobilisé aussi une multitude de partenaires, qui soutiennent directement les Etats, mais souvent, sans prendre en compte les recommandations sous régionales, par une mise en œuvre effective. Cette situation ne facilite ni le suivi de ces recommandations, ni la coordination et la concertation, tout en contribuant à perpétuelles répétitions d'erreurs, dans la

⁶ **2020 Global Nutrition Report: Action on equity to end malnutrition. Bristol, UK: Development Initiatives.** "Poor diets and resulting malnutrition are among the greatest current societal challenges, causing vast health, economic and environmental burdens. To fix the global nutrition crisis equitably, we must shift our approach dramatically in two ways: focusing on food and health. First, we must address inequities in food systems, from production to consumption. Current food systems do not enable people to make healthy food choices.

conceptualisation et dans l'opérationnalisation, des projets et programmes. Les interventions mises en œuvre, avec de bonnes intentions, peuvent ne pas atteindre leurs objectifs, du fait que la lutte contre la faim et la malnutrition, reconnue complexe et multifactorielle, ne peut être adressée, dans les cadres des politiques agricoles ou de santé seuls, il faut des approches qui puissent répondre adéquatement, à cette complexité.

Ce constat est unanime, mais sa réalisation difficile, particulièrement la collaboration entre le secteur de l'agriculture (production alimentaire, données de sécurité alimentaire) et celui de la santé (utilisation des aliments à des fins biologiques, données de sécurité nutritionnelle)⁷.

Cet exercice de documentation est essentiel, car il y a un consensus sur l'importance de travailler à travers différents secteurs.

Des études ont montré, que cette collaboration peut accroître l'impact sur les programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et réduire les coûts (Jennings and Krane 1994; Bardach 1998)⁸.

La réduction des coûts des interventions pourrait être liée à la suppression des activités redondantes, mais aussi à la conjonction et à la capitalisation, sur les efforts et les avantages comparatifs des différents partenaires, sur les ressources, les compétences, et les connaissances, visant l'identification en commun, des problèmes de même que les solutions (Natalicchio 2011)⁹.

La prise en compte de la dimension intersectorielle, pour la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, se justifie d'ailleurs, par l'inter relations entre les ODD, particulièrement l'ODD2 avec 3, 5, 7, 13 et 15, dont l'atteinte est compromise

Cette initiative du PAGR SANAD, est pertinente dans le cadre de sa mise en œuvre, car des études de cas, documentant des approches multisectorielles ont trouvé l'importance dans une approche de convergence, combinant des interventions nutritionnelles spécifiques et des interventions sensibles à la nutrition, qui ciblent les zones géographiques et les populations vulnérables. (Levinson 2013)¹⁰.

Dans le processus de documentation d'évidences, il est nécessaire de clarifier certains concepts, ce qui sera fait par un groupe de travail multidisciplinaire, pour garantir la qualité et la crédibilité des résultats de ce travail.

2.1 La capitalisation : Eléments de contenu

⁷ Kathleen Kurz, Ismael Thiam. 2010 Collaborating on nutrition and food security: Implications for the health and agriculture sectors. Supplement on the 11th Annual ECOWAS Nutrition Forum

⁸ Jennings, E. T., Jr., and D. Krane. 1994. Coordination and welfare reform: The quest for the philosopher's stone. Public Administration Review

⁹ Garrett, James, and Marcela Natalicchio, eds. 2011. Working Multisectorally in Nutrition: Principles, Practices, and Case Studies. IFPRI Research Monograph. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute (IFPRI). <http://dx.doi.org/10.2499/9780896291812>. (Accessed November 16, 2016)

¹⁰ Levinson, F. James, and B. Yarlini. August 2013. Addressing Malnutrition Multisectorally: What have we learned from recent international experience? UNICEF Nutrition Working Paper. New York: UNICEF and MDG Achievement Fund.

La capitalisation doit être partie intégrante, du projet concerné, à son début car elle **doit retracer la** vie du projet, se réaliser au fur et à mesure de son avancée. La démarche de capitalisation se confond donc, aux différentes phases du projet, en se focalisant sur différents points notamment :

Le déroulement, les raisons et conditions de réussites, l'analyse des problèmes rencontrés avec les raisons et les solutions apportées, avec enfin la formulation de recommandations. La capitalisation est donc une forme d'identité d'un projet, qui a une grande importance corrélativement avec sa complexité, ses innovations. La question de sécurité alimentaire et nutritionnelle, une préoccupation dans une sous-région qui a besoin davantage d'actes concrets, d'évidences scientifiques et programmatiques pour soulager les pauvres populations.

Ces évidences, ces actes devant prendre en compte, les spécificités des communautés, à travers des approches inclusives, de Co-construction, de durabilité, de pérennité et de bonne gouvernance... En fait, il y a nécessité de changement de paradigme, autour de conceptualiser des stratégies de sortie d'une assistance financière éternelle, pour une autonomisation pérenne.

2.2 Les Bonnes Pratiques : concepts et expériences

La notion de bonnes pratiques (BP), revêt plusieurs attributs, selon les organisations et les contextes.

Le concept de « Best Practices », est en rapport avec la notion de « gold standard », dans les « façons de faire/Practices ». Dans le milieu du business, « Une meilleure pratique, est une technique ou une méthodologie qui, par l'expérience et la recherche, s'est avérée fiable pour conduire à un résultat souhaité. S'engager à utiliser les meilleures pratiques, est un engagement à utiliser toutes les connaissances et la technologie, à sa disposition pour assurer le succès ».

En termes de mécanisme de fonctionnement « Les meilleures pratiques, servent de cadre général, pour diverses situations. Par exemple, dans les entreprises privées qui produisent des produits physiques, une liste des meilleures pratiques peut être fournie aux employés, ce qui met en évidence, la façon la plus efficace d'accomplir leurs tâches individuelles ».

La liste des meilleures pratiques peut également définir, « les procédures de sécurité afin de minimiser les blessures/accidents chez les travailleurs ».

Une autre approche, suggère que « Les meilleures pratiques sont un ensemble de lignes directrices, d'éthique ou d'idées, qui représentent le plan d'action le plus efficace ou le plus prudent, dans une entreprise commerciale donnée. Les meilleures pratiques peuvent être établies par les autorités, telles que les organismes de réglementation ou les organes de décisions, elles peuvent être décrétées à l'interne par l'équipe de direction d'une entreprise ».

Les BP dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience, du fait de la nécessité reconnue d'une approche inter sectorielle, sera un exercice difficile à cause de la réalisation d'impacts (contribution relative des différentes composantes), liée aux degrés variables d'engagement, des niveaux de cohérence verticale comme horizontale, des mécanismes de coordination et de collaboration mis en place, l'environnement social, politique, économique... du contexte.

L'expérience des BP pour la survie de l'enfant, à travers un multi partenariat, sous tendu par des résultats de recherche scientifique, a été une excellente expérience en Afrique de l'Ouest grâce à l'utilisation d'un

modèle conceptuel pertinent¹¹. Cette expérience de la sous-région a conduit à la mise en place d'un partenariat pour la Survie de l'Enfant ayant permis la mise à l'échelle d'interventions de PCIME-C¹².

L'étude sur les succès d'interventions sur le développement agricole, a montré le caractère fastidieux que pourrait revêtir la mise en œuvre de l'identification des bonnes pratiques. En effet, une étude a rapporté l'exemple ayant porté sur la sélection de 20 expériences, sur 300 initialement collectées et analysées selon les critères suivants¹³ :

- **Importance** : l'intervention devrait s'attaquer à un problème important de sécurité alimentaire en répondant aux besoins de groupes **vulnérables** ;
- **Échelle** : l'intervention devrait fonctionner à l'échelle, mesurée en fonction de la question de savoir si le nombre de bénéficiaires était significatif (niveau local vs niveau national) ;
- **Temps et durée** : l'intervention aurait dû être (1) pleinement opérationnelle à l'échelle assez longtemps pour générer des réductions significatives de la faim ou des améliorations de la sécurité alimentaire et (2) mise en œuvre au cours des 50 dernières **années** ;
- **Impact prouvé** : l'intervention aurait dû être étayée par des preuves documentées et rigoureuses d'un impact clair et mesurable sur la faim ou l'état nutritionnel des individus ou des **ménages** ;
- **Durabilité** : l'intervention aurait dû être durable, que ce soit sur le plan financier (rentabilité) ou en termes sociaux, politiques ou environnementaux plus larges.

Ainsi, le concept de bonnes pratiques, rejoint aussi les idées à la base des systèmes de control total de la qualité, utilisé aussi en sciences fondamentales (chirurgie, biologie, industrie agroalimentaire, marketing...), que sociales (satisfaction, accueil...) vise une démarche d'optimisation et d'efficacité.

III. Approche et processus de PAGR SANAD pour la capitalisation des Bonnes Pratiques de promotion et de prise en compte de la nutrition dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience¹⁴ (SANURE)

Concrètement, il s'agira d'accompagner la région à la capitalisation de bonnes pratiques, visant la prise en compte de la nutrition dans les politiques de développement, de SANURE de manière pragmatique, pouvant couvrir des domaines très variés notamment :

- Du processus de développement de document de politique/stratégie/programme national de Sécurité alimentaire, nutritionnelle et résilience ;
- De la priorité accordée à l'opérationnalisation du PNIA-SAN ;

¹¹ Best Practices in Nutrition Workshop for the West Africa Sub-Region. Paper presented by Dr Adama Kone. AWARE-RH/USAID West Africa Project. Bobo Dioulasso May 29-30-2006

¹² Prise en Charge à Base Communautaire des Maladies de l'enfance à base Communautaire, dont la porte d'entrée est les Actions essentielles en Nutrition (Sénégal, Guinée, Bénin, Niger...)

¹³ Millions Fed: Proven Success in Agricultural Development Selection criteria, types of successes, and lessons learned www.ifpri.org/file/56989/download

¹⁴ Le concept de SANURE est utilisé pour des choses aussi proches que contradictoires. Une définition/concept consensuel sera utilisé par les membres du Comité Consultatif avec des références à l'appui

- De la question de l'ancrage intentionnel (un secteur vs multi secteur) de haut niveau et fonctionnel, qui est un gage de succès d'une approche inter sectorielle efficace ;
 - Des stratégies de plaidoyer développées éventuellement pour la sensibilisation et la prise de conscience des acteurs ;
 - Du niveau d'intégration intersectoriel, à savoir identifier la prise en compte de la nutrition dans les documents de politique de développement, soit par secteur soit dans un document « fédérateur des secteurs » de politique national de nutrition ou sous une autre appellation ;
 - Des différents secteurs et acteurs concernés dans le développement des documents/stratégies/programmes ;
 - Des innovations dans les interventions de résilience (amélioration des moyens d'existence des vulnérables) ;
 - Des mécanismes de financement, les sources de financement : financement Etatique (bi latéral, multilatéral), partenarial, privé, autres financements innovants (fondations, philanthropie...) ;
 - Des stratégies/programmes/interventions prioritaires, sensibles comme spécifiques à la nutrition incluant la place des indicateurs clés sur la nutrition dans le cadre des ODD et des cibles de l'Assemblée Mondiale de la Sante sur la Nutrition ;
 - De la couverture géographique, des cibles...des types d'interventions ;
 - De la durée de la mise en œuvre ;
-
- Des stratégies/méthodes et outils de suivi évaluation ou Systèmes d'informations ;
 - Des résultats de processus ou d'impact s'il y a lieu (avec les indicateurs précis).

Les points énumérés ci-dessus, constituent des éléments d'orientations des réflexions, à mener pour la conduite de l'exercice et aider, à l'identification des domaines, leurs pertinences, la définition des critères des bonnes pratiques...

Le processus proposé par PAGR-SANAD comprend différentes étapes, avec des contenus et orientations spécifiques à chacune d'entre elles.

Etape 0 : Identification des membres du Comité Consultatif pour la capitalisation des bonnes pratiques

Le projet PAGR-SANAD va identifier avec ses partenaires des acteurs (ONG internationales Agences de Nations Unies, Agences de développement, organisations de la Société Civile...) intervenant dans le Sahel/CEDEAO, ayant des expériences avérées dans la problématique de mise en œuvre d'interventions de SANURE.

Ce comité inclura aussi les parties prenantes du projet (OIG et ROPPA).

La liste n'est pas limitative elle sera complétée, par l'inclusion de toute organisation ou personne ressource, ayant un profil ou une expérience pertinente (expérience, leadership, Langues...)

Une fois les accords de principes obtenus, auprès de ces acteurs clés, le groupe formel sera officialisé, par lettre de PAGR SANAD.

Etape 1 : Organisation d'un atelier virtuel pour la mise en place d'un Comité Consultatif officialisé

Le Comité va constituer le Conseiller Technique et Scientifique¹⁵ du projet PAGR-SANSAD, dans la mise en œuvre de cette initiative de capitalisation, il aura pour tâches de :

Valider la note conceptuelle/termes de référence de l'initiative et de son processus

Obtenir un consensus sur les critères de BP en SANURE

Proposer un processus de sélection des expériences dans le Sahel/CEDEAO incluant les méthodes de Collecte et d'analyse des informations/documents relatives à la capitalisation

Valider les expériences/interventions analysées

Etape 2 : Collecte et Analyse des interventions sur la SANUR dans le Sahel/CEDEAO

La collecte et l'analyse sera sous la responsabilité du Comité

Un institution/personne physique sera désignée pour en assurer le leadership soutenu par des consultants

La finalité est de disposer d'un document harmonisé, détaillé de l'analyse des interventions sur la base d'une grille élaborée et validée au préalable

Un plan de dissémination des résultats sera élaboré (canaux, cibles)

Etape 3 : Tenue d'un Atelier Régional de partage et de validation des interventions retenues comme Best Practice par le Comité en collaboration de PAGR SANAD

Objectif Général de l'atelier :

Promouvoir les échanges d'expériences et d'informations sur les politiques, programmes et les interventions en matière de SANURE dans le Sahel/CEDEAO.

Objectifs spécifiques :

Donner une orientation technique sur le concept de "Meilleures Pratiques et de Pratiques Prometteuses" dans le domaine des interventions en SANURE incluant les critères retenus par le Comité.

Présenter les processus de capitalisation des interventions de promotion et d'intégration de la nutrition dans les politiques/programmes de développement dans le Sahel et la sous-région.

Présenter les expériences collectées et analysées par le Comité.

Valider, suite aux échanges sur la base des critères consensuels les bonnes pratiques documentées.

Elaborer un plan d'assistance aux pays pour la mise en œuvre ou la mise à l'échelle des interventions retenues, incluant les rôles et responsabilités des partenaires et des pays à impliquer.

Résultat Final/Outcome

¹⁵ Dans l'exemple du projet de survie de l'Enfant, cite plus haut, il constituait : The Best Practice Advisory Group, autour du CORE Groupe qui coordonne un réseau mondial d'ONG qui interviennent au niveau communautaire surtout

Un compendium des Best Practices sur SANUR disponible, spécifiquement sur la promotion et l'intégration de la nutrition, avec un plan de soutien à des pays pour la mise en œuvre.

Cibles/Participants à l'atelier :

Cibles primaires : Gestionnaires/chargés de programmes/experts.... Du CILSS, de l'UEMOA, de la CEDEAO, du ROPPA et des pays, et décideurs.

Cibles secondaires : Organisations de développement et/ou de financement, les ONG internationales et ONG locales, experts dans des domaines pertinents de la SANURE.

Etape 4 : Assistance pour la mise en œuvre ou le Scale up des BP validées au niveau des pays

Durant cette étape, seront exécutées les activités de :

- Plaidoyer pour la répliation/mise en œuvre d'interventions/BP de SANURE au niveau régional ou national ;
- Sélection des pays à soutenir pour la répliation ;
- Orientation/formation et planning des activités pour une répliation effective.